



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
3 mars 2005

Original: français

---

### **Lettre datée du 24 février 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration sur la situation politique au Togo, faite le 23 février 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Luxembourg  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Jean-Marc **Hoscheit**



**Annexe à la lettre datée du 24 février 2005,  
adressée au Secrétaire général par le Représentant  
permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration sur la situation politique au Togo  
faite le 23 février 2005 par la présidence  
au nom de l'Union européenne**

Réitérant ses préoccupations exprimées dans sa déclaration du 9 février 2005, l'Union européenne reste vivement alarmée par l'évolution de la situation au Togo. Tout en saluant les signaux positifs donnés par l'annonce d'élections présidentielles sous 60 jours et le rétablissement de la liberté de manifester, l'Union européenne condamne la violation des dispositions constitutionnelles et légales que constitue le maintien de M. Faure Gnassingbé comme Président de la République par intérim.

L'Union européenne exige le retour sans délai à l'ordre constitutionnel et légal, afin de permettre d'ouvrir la voie à des élections présidentielles libres et transparentes auxquelles l'Union européenne est disposée le moment venu à apporter son aide. L'Union européenne demande le plein respect des libertés publiques et la tenue d'élections présidentielles libres et transparentes, auxquels peut concourir la mise en place d'un véritable dialogue national, voire d'un gouvernement national de transition.

Dans ce cadre, l'Union européenne apporte un soutien total à l'action de l'Union africaine et de la CEDEAO et aux efforts de leurs Présidents, M. Obasanjo et M. Tandja, visant à restaurer l'ordre constitutionnel et le processus démocratique.

En l'absence de progrès, l'Union européenne se réserve le droit de prendre des mesures en appui de l'action de la CEDAO et notamment à reconsidérer son action vis-à-vis du Togo au regard des 22 engagements pris par le Gouvernement dans le cadre des consultations menées en 2004.

La Bulgarie et la Roumanie, pays adhérents, la Turquie et la Croatie\*, pays candidats, l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à la présente déclaration.

---

\* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.